

CONFIDENTIEL

Colombo, le 28 février 1991

SRI LANKA
Rapport de fin de mission

à	BRO	KRI							
date	4.3.								
Visa	B	8							
DFAE									
Ref. <u>a.721.81</u>									

Politique intérieure

Le **conflit ethnique** qui existe entre la majorité cingalaise (70% de la population) et la minorité tamoule (20%) a prédominé les problèmes de politique intérieure durant les quatre années que j'ai passées au Sri Lanka. A partir de l'indépendance (1948) les Gouvernements à majorité cingalaise ont progressivement évincé les Tamouls de la fonction publique (administration, armée, police, universités etc.) où, il faut le souligner, ils étaient surreprésentés. La promulgation d'une loi en 1956 faisant du cingalais la seule langue officielle a déclenché les premières manifestations violentes. Depuis une décade, les Tamouls se battent pour leur autonomie. La plupart des familles n'ont connu que la guerre, entrecoupée de trêves. Pour elles, le problème tamoul est une histoire de trahison, d'engagements pris mais pas tenus par le Gouvernement cingalais. Mais c'est aussi une lutte fratricide sans merci pour le pouvoir que se livrent les différents groupes militants tamouls. En juin dernier, le plus important groupement, le LTTE, a déclenché les hostilités, rompant ainsi les négociations en cours depuis un an et demi avec le Gouvernement central.

En début d'année le Gouvernement n'a pas accepté un cessez-le-feu déclaré unilatéralement par le LTTE. Il s'est cependant déclaré prêt à reprendre les négociations à condition que le chef suprême du LTTE, Prabhakaran, participe personnellement aux négociations, qu'il promette de déposer les armes et accepte de négocier avec les autres groupes de militants tamouls. Selon une interview donnée par l'adjoint de Prabhakaran, Mahathaya, au journal "The Hindu" en février, le LTTE a rejeté catégoriquement l'offre sri-lankaise.

Depuis lors, les affrontements entre les forces armées et quelques groupements de Tamouls, d'une part, le LTTE, d'autre part, ont repris dans toute la province du Nord-Est. L'armée contrôle la plupart des centres urbains et l'aéroport de Jaffna, tandis que le LTTE est présent dans le reste de la province, notamment dans la plus grande partie de la péninsule de Jaffna et sa capitale. L'arrivée récente de nouvelles armes (avions Sia Marchetti, hélicoptères Bell, canons britanniques, avions et armes diverses en provenance de la République populaire de Chine) a permis à l'armée d'intensifier ses offensives contre les positions du LTTE. Au cours de plusieurs affrontements entre le 15 et 20 février, plus de cent soldats et militants ont été tués. Le Ministre de la Défense, R. Wijeratne, est persuadé de vaincre définitivement les Tigres d'ici la fin du mois de juin.

Il ressort de mes entretiens avec les membres du Cabinet que le Président de la République est favorable à la reprise des négociations, alors que son Ministre de la Défense déclare sans ambages qu'il veut en finir avec le LTTE. Malgré la supériorité de l'armement cingalais, la plupart des observateurs ne voient cependant pas



de victoire prochaine de l'armée contre les Tigres du LTTE qui ont la possibilité de conduire une longue lutte de guérilla avec des moyens modestes.

Le fossé entre les ethnies s'est tellement creusé que, même en admettant la reprise des négociations, les perspectives d'un règlement demeurent encore lointaines.

Parmi la trentaine de **partis politiques** que compte l'opposition, seul le SLFP (Sri Lanka Freedom Party) de Mme S. Bandaranaike a une envergure nationale. Depuis sa défaite aux élections de fin 1988 et l'arrivée au pouvoir du Président R. Premadasa, candidat UNP (United National Party), le SLFP se distingue surtout par des dissensions intestines. Or depuis peu, il semble que l'un des problèmes majeurs, les rivalités au sein de la famille de Mme S. Bandaranaike, aient été résolues. Au cours d'une interview largement diffusée par la presse, Anura Bandaranaike, parlementaire SLFP et fils de Mme Bandaranaike, a annoncé sa nomination au nouveau poste d'organisateur national du SLFP en vue des élections municipales prévues en mai prochain. Il ressort de l'interview que Chandrika Bandaranaike ne contesterait pas le poste de son frère et qu'en juin prochain Mme S. Bandaranaike renoncerait à la présidence du parti pour un poste de "party leader" dont le pouvoir reste à définir.

Le parti au pouvoir UNP dispose actuellement d'une large majorité au parlement. Néanmoins il y a lieu de considérer que depuis l'indépendance du Sri Lanka en 1948 il y a eu régulièrement l'alternance des deux principaux partis au pouvoir. Or le SLFP se trouve dans l'opposition depuis 13 ans. En vue de la prochaine campagne électorale il prépare un programme centriste exempt de toute référence au marxisme. Avec l'aide d'autres partis de gauche et "The Mothers' Front" il entend dénoncer les faiblesses du Gouvernement, notamment la corruption et les graves violations des droits de l'homme. "The Mothers' Front" est une organisation privée qui a été créée en juillet 1990 par des parlementaires de l'opposition pour inciter le Gouvernement à informer l'opinion publique sur le sort réservé aux 60'000 personnes (chiffre cité par une commission parlementaire européenne après une enquête au Sri Lanka) qui ont disparu au Sri Lanka entre 1988 et 1990. Passant outre aux menaces des autorités, cette organisation a tenu sa première réunion le 19 février 1991 à Colombo en présence de dizaines de milliers de personnes y compris des observateurs des ambassades occidentales.

Droits de l'homme: Dans le Sud, après l'anéantissement des cadres du JVP (Front Révolutionnaire Populaire) la situation s'est améliorée si l'on considère la diminution du nombre des victimes, mais les méthodes de répression utilisées par les autorités n'ont guère changé. Régulièrement de jeunes hommes disparaissent après avoir été enlevés par des policiers en civil ou en uniforme. Les personnes enlevées étaient généralement suspectées d'avoir appartenu au JVP, d'autres étaient membres de l'opposition ou des journalistes connus pour leur franc-parler. Aux familles qui s'inquiètent de leur sort dans les postes de police, on répond évasivement. Parfois les corps mutilés des disparus sont retrouvés, souvent on reste sans nouvelles. Les policiers mis en cause ne sont pas traduits en justice. En février 1990, l'enlèvement par la police du journaliste R. de Zoysa

dont le cadavre fut retrouvé le lendemain avec deux balles dans la tête est l'exemple le plus frappant de l'immobilisme de l'appareil judiciaire. Bien que l'enquête ait été ouverte il y a un an, aucun policier n'a encore été inculpé. Sur pression du Groupe de Paris et de différentes organisations internationales, le Gouvernement a nommé trois commissions chargées d'enquêter sur les violations des droits de l'homme:

1. The Presidential Task Force on Human Rights
2. The Presidential Commission of Inquiry to Probe into the Involuntarily Removal of Persons
3. The Independent Committee of Inquiry on the Rehabilitation of Suspects

Jusqu'ici les travaux de ces commissions n'ont pas encore donné de grands résultats. Néanmoins le Gouvernement a réalisé que le respect des droits de l'homme n'était pas seulement une question de morale mais que, lié à l'aide, il avait aussi des incidences économiques. Lors d'une récente réunion avec les pays donateurs, le Conseiller du Président pour les relations internationales a déclaré que le Groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées avait été autorisé à enquêter au Sri Lanka en septembre-octobre prochain. Au cours de la réunion il a aussi indiqué qu'il y avait actuellement 19'000 détenus politiques et que ceux-ci étaient répartis en quatre catégories en fonction des charges qui pèsent sur eux.

Dans le Nord-Est tamoul les violations des droits de l'homme sont commises aussi bien par l'armée sri-lankaise que par les Tigres du LTTE. Ces derniers rançonnent leurs frères tamouls, exigent de fortes sommes d'argent des personnes qui veulent fuir vers le Sud et recrutent de force des jeunes pour regarnir leurs rangs.

Pour sa part l'armée de l'air est responsable de la mort de nombreux civils suite à des bombardements au hasard. Ces dernières semaines des véhicules dûment signalés du CICR, MSF et HCR ont été mitraillés par des hélicoptères. L'armée a présenté des excuses, mais elle a aussi fait savoir que les Tigres ont tiré contre ses hélicoptères à partir de véhicules portant l'emblème de la Croix-Rouge; elle exige dorénavant des feuilles de route des organisations humanitaires. Ces restrictions compliquent l'approvisionnement de la population déjà précaire en raison des restrictions apportées par le Gouvernement. Pour éviter que le LTTE n'utilise certaines marchandises à des fins militaires (produits pétroliers et chimiques, batteries, alumettes etc) seules des denrées de première nécessité sont autorisées. En conséquence toute une série de produits sont hors de prix. Pour les centaines de milliers de personnes déplacées qui sont hébergés dans des camps les conditions ne sont guère meilleures. L'hygiène y est déplorable et la nourriture souvent insuffisante. De plus les autorités, submergées par le nombre croissant de réfugiés, pressent les musulmans et tamouls à retourner dans leurs villages.

Arrivé au Sri Lanka en octobre 1989, le CICR comprend aujourd'hui plus de 60 expatriés, stationnés à Colombo (la majorité) et dans les principales villes du pays. Lors d'une réunion le 20 février avec les chefs de mission diplomatiques des pays du Groupe de Paris, le délégué du CICR a donné les renseignements suivants sur l'activité du Comité:

D'octobre 1989 à aujourd'hui le CICR a visité dans le Sud 21'206 prisonniers politiques dont plus de 15'000 sont encore en détention et, dans le Nord-Est 4'900 prisonniers ainsi que 55 policiers détenus par le LTTE à Jaffna. De 1989 à février 1991 le CICR a reçu 12'800 demandes concernant des personnes disparues dont 721 en janvier et février 1991. Parmi ces dernières demandes 48 ont pu être réglées. Le CICR transmet régulièrement les listes de disparus aux forces de sécurité. Dans la moitié des cas la police donne une réponse; par contre l'armée ne répond que rarement (25 réponses sur 1'200 demandes) et seulement pour dire que le cas ne lui est pas connu. Le CICR continue d'assurer, sous son emblème, le transport de nourriture et de médicaments (7'700 tonnes en janvier) destinés à la population de la province du Nord. Le délégué est d'avis que la quantité de nourriture transportée est à peu près suffisante mais il souligne que le CICR ne contrôle pas la distribution.

Il ressort de mes contacts avec le corps diplomatique, les organisations internationales et les ONG de défense des droits de l'homme, que l'activité du CICR est grandement appréciée au Sri Lanka. Selon mes interlocuteurs c'est grâce aux visites répétées du CICR dans les camps de détention (253 dans le Sud) que le nombre des disparitions a baissé.

Economie: L'année 1990 avait bien commencé, la meilleure depuis 1983 titrait la Banque centrale en commentant les résultats du premier semestre. La reprise des hostilités dans le Nord-Est du Sri Lanka en juin puis la crise du Golfe ont tempéré l'optimisme de la Banque. Les résultats définitifs de 1990 ne sont pas encore connus mais on peut déjà prévoir une perte considérable de devises étrangères provenant des revenus de centaines de milliers de sri-lankais qui ont dû quitter leur emploi au Proche-Orient. En outre, à la suite de l'embargo économique sur les marchandises à destination de l'Irak, le Sri Lanka a perdu son deuxième plus important acheteur de thé. Néanmoins la Banque centrale prédit une croissance économique de 5% (1989: 2,3%) grâce notamment à l'augmentation du trafic touristique et une production optimale de thé. Un expert européen attaché au Ministère des Finances est d'avis que la croissance économique ne dépassera pas 3% en 1990.

Environ 300'000 touristes ont visité le pays alors que pour les trois années antérieures leur nombre était inférieur à 200'000 personnes.

L'industrie privée, modérément dynamique, avait progressé de 14% à la fin du premier semestre avant de subir les effets négatifs de la crise du Golfe et de la reprise des hostilités dans le Nord-Est du Sri Lanka. Le rendement du secteur industriel public continue d'être faible, sauf en ce qui concerne les produits pétroliers. A la fin juin il accusait une diminution de 22% comparée à l'année antérieure. Dans le secteur agricole on s'attend à une production de thé record de 230 millions de kg (+ 16% pour les 10 premiers mois), par contre les récoltes de noix de coco et de caoutchouc ont été inférieures à celles de 1989.

De source officielle on prévoit une balance commerciale plus favorable que l'année antérieure. A la fin du premier semestre les exportations et les importations avaient augmenté respectivement de 26% et 17%. En fin d'année la balance des paiements présentait un surplus de Rs. 200 millions (Rs. 100.- = Frs. 3.-). Les réserves étaient suffisantes pour financer près de trois mois d'importations. La suppression de tous les subsides sur les denrées de base a occasionné l'une des plus fortes hausses de l'index des prix à la consommation; elle est estimée à 23% par la Banque centrale et à 35% par des experts financiers européens.

Le budget de l'Etat pour l'année 1991 prévoit Rs. 134'940 millions de dépenses (dont Rs. 44'800 millions pour le service de la dette) et Rs. 74'640 millions (1990: Rs 40'342 millions) montant que le Gouvernement espère combler par des prêts et dons de l'étranger (Rs. 35'000 millions) et des emprunts sur le marché intérieur. En tête des Ministères les plus largement dotés par le budget figurent les Finances (Rs. 52'800 millions), puis les Affaires intérieures (Rs. 17'211 millions) et la Défense (Rs. 11'781 millions). Selon un attaché militaire occidental, tous les achats d'armement ne figurent pas dans le budget de la Défense.

Les pronostics des observateurs pour l'année 1991 demeurent incertains en raison de la crise du Golfe et de la situation dans le Nord-Est. Le Gouvernement s'efforce par tous les moyens d'attirer des capitaux étrangers. Récemment il a permis aux étrangers d'accéder à la Bourse et d'ouvrir des comptes à numéros secrets. Néanmoins les investisseurs étrangers, exception faite pour quelques asiatiques, sont hésitants; ils craignent des répercussions (attentats) du conflit ethnique qui se poursuit dans le Nord-Est.

Relations extérieures

Depuis sa prise de fonction en janvier 1989, le Président de la République, R. Premadasa, a concentré ses efforts sur les problèmes de politique intérieure, laissant au second plan les relations extérieures. Jusqu'ici le Président n'a pas quitté le pays. Au sommet des chefs d'Etats du SAARC (South Asian Association for Regional Cooperation) qui a eu lieu aux Maldives, il s'est fait représenter par son Premier-Ministre.

De même, peu de visiteurs étrangers de rang élevé ont été reçus à Colombo. L'année dernière le **Premier Ministre japonais T. Kaifu** a fait une visite officielle de moins de 24 heures. Les entretiens ont porté principalement sur l'aide financière et la coopération technique. Le Japon est à la fois le principal pays donateur (US\$ 400 millions de dons et crédits prévus pour 1991) et investisseur au Sri Lanka.

En décembre dernier, le **Premier-Ministre chinois Li-Peng** a également été reçu officiellement à Colombo. Dans les démêlés entre le Sri Lanka et l'Inde, la Chine populaire a joué un contre-poids discret. Ces dernières années la Chine est aussi devenue le principal pourvoyeur d'armes du Sri Lanka (avions, patrouilleurs pour la marine, canons et armes légères) au grand dam de la Nouvelle-Delhi. Au cours de sa visite de 3 jours, le Premier-Ministre a aussi signé un crédit de coopération de US\$ 10 millions, sans intérêt durant 5 ans. Selon un communiqué officiel de Colombo, les deux pays entretiennent de très bonnes relations, grâce notamment au bouddhisme. Le Sri Lanka n'a pas de relations avec Taiwan.

Les relations avec l'Inde dominant de loin la politique étrangère sri-lankaise. Aussi la visite du **Ministre indien des Affaires étrangères, V.C. Shukla**, à Colombo, fin janvier, a été l'évènement politique le plus important depuis l'accord indo-lankais signé en juillet 1987 entre l'ancien Président R. Jayawardene et l'ancien Premier-Ministre R. Gandhi. Les résultats des entretiens avec V.C. Shukla à Colombo ont été diversement interprétés par les membres des deux délégations. Commentant la rencontre, un journaliste indien l'a qualifiée assez justement de "blend of sweet and sour". Le Ministre Shukla s'est dit satisfait des mesures prises par le Gouvernement sri-lankais pour trouver une solution au problème tamoul, soulignant cependant que seul un règlement politique tenant compte des aspirations légitimes de la communauté tamoule apportera une solution durable. Dans ce contexte le Ministre a réaffirmé la nécessité d'amener toutes les parties en cause à la table de négociation. Enfin le Ministre s'est dit convaincu que l'accord indo-lankais de 1987 constituait la base viable pour arriver à un règlement de longue durée du conflit ethnique. Le point de vue indien diffère considérablement de celui de Colombo. En effet, le Gouvernement sri-lankais emploie actuellement la force contre le LTTE et n'est plus guère disposé à donner suite aux aspirations légitimes tamoules (fusion permanente des provinces du Nord-Est). En outre la requête sri-lankaise en vue de la conclusion d'un traité d'amitié en remplacement de l'accord de 1987 ne semble plus intéresser la Nouvelle-Delhi.

Au sujet des réfugiés tamouls en Inde (environ 200'000 selon la Nouvelle-Delhi), le Ministre a déclaré qu'ils seront rapatriés seulement lorsqu'ils pourront réintégrer leurs villages. Colombo avait proposé de les héberger provisoirement dans des camps en attendant la fin des combats. Selon un membre de la délégation sri-lankaise, les Indiens n'ont pas donné suite à la demande de Colombo de pouvoir aller visiter les camps de réfugiés au Tamil Nadu. Le précité estime que le nombre total de réfugiés tamouls en Inde ne dépasse pas 100'000 personnes.

Des résultats concrets ont été atteints sur le plan économique. Il a été décidé de revaloriser la "Joint Economic Commission" en la plaçant sous la présidence des Ministres des Affaires étrangères. L'Inde s'est dite prête à lever les restrictions à l'importation de thé et autres produits sri-lankais dans le but d'augmenter les échanges commerciaux et surtout de mieux équilibrer la balance commerciale actuellement largement en faveur de l'Inde. Des négociations en vue de l'exploration commune de ressources pétrolières dans le Golfe de Mannar vont débiter sous peu.

Au cours de sa visite, V.C. Shukla s'est également entretenu avec une délégation de la "All Party Conference" au sujet des problèmes de "néocolonisation" (établissement de Cingalais en milieu tamoul) et du rapatriement des Tamouls indiens (une centaine de milliers) employés dans les plantations de thé depuis plus d'un siècle. Le rapatriement des Tamouls indiens, dont une partie sont porteurs de passeports indiens, est prévu dans l'accord Sirima-Shastri conclu en 1965. Depuis lors la question fait régulièrement l'objet d'âpres discussions. Les Tamouls ne veulent plus rentrer en Inde où ils n'ont plus de contacts, alors que le Gouvernement sri-lankais veut les voir partir pour libérer des postes de travail en faveur des Cingalais.

Colombo a souscrit, sans y croire tout à fait, à la récente déclaration du Premier-Ministre Chandra Shekar assurant les Sri-Lankais que l'Inde n'avait pas la moindre intention d'intervenir dans leurs affaires intérieures à moins qu'ils en fassent expressément la demande. Même si elle n'a pas aplani les divergences de vue, la visite de V.C. Shukla a été utile aux deux parties, elle a permis de clarifier les positions.

Membre du Mouvement des pays non alignés et du SAARC (South Asian Association for Regional Cooperation), le Sri Lanka conduit une politique modérée, favorable aux pays industrialisés qui lui octroyent une aide financière et technique importante.

En avril 1990, le Gouvernement a fermé la **Section des intérêts israéliens** ouverte en 1984 sous les auspices des Etats-Unis. Deux raisons ont incité les autorités à prendre cette décision. Primo, gagner la confiance de la minorité musulmane en prévision d'élections sur la réunification des provinces du Nord et de l'Est. Secundo, obtenir des avantages économiques (exportation de thé) vers les pays du Proche-Orient où, par ailleurs, des centaines de milliers de sri-lankais avaient trouvé un emploi. Quelques mois après la fermeture de la Section des intérêts israéliens, un paragraphe du livre de Ostrovsky "By Way of Deception" faisait les grands titres dans la presse. Il décrivait l'activité simultanée du Mossad en faveur des forces armées sri-lankaises, d'une part, et des militants LTTE, d'autre part. Les résultats de l'enquête en cours au sujet de cette mésaventure risquent d'entraîner des changements au sein du Cabinet. Peu après la fermeture de la Section israélienne, l'OLP, puis récemment l'Iran ont revalorisé leurs missions diplomatiques à Colombo en remplaçant les chargés d'affaires par des ambassadeurs.

Pour des raisons différentes, principalement d'ordre économique, les **Républiques socialistes** (elles avaient connu leur heure de gloire sous le régime de Mme Bandaranaike) ont réduit l'importance de leurs missions diplomatiques. L'ambassadeur de Tchécoslovaquie a fait place à un chargé d'affaires et la Bulgarie a fermé sa mission.

Golfe: Après des longues discussions internes et des pressions exercées par les pays alliés le Gouvernement a autorisé l'utilisation de ses ports et aéroports ainsi que le ravitaillement en essence des avions et bateaux américains ne transportant pas de matériel militaire. Le Japon et la Corée viennent d'obtenir une autorisation similaire. Les rumeurs d'un changement d'attitude du Gouvernement, à la suite de la récente visite à Colombo du Ministre des Affaires étrangères de l'OLP, Quadumi, ne se sont pas confirmées.

L'Ambassadeur de Suisse:



Henri Cuennet

copies: - M. P. Arbenz, DFJP, Office fédéral des réfugiés
- Ambassade de Suisse à La Nouvelle-Delhi